



Luxembourg, le 22 JAN. 2024

Administration communale de Kiischpelt
7, op der Gare
L-9776 WILWERWILTZ

N/Réf.: 107312

V/Réf.: out/643/23

Monsieur le Bourgmestre,

En réponse à votre requête réceptionnée le 26 octobre 2023 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour l'abattage de deux bouleaux sur le territoire de la commune de KIISCHPELT, j'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée aux conditions suivantes :

1. L'abattage sera réalisé le long de la voirie publique « Duerfstrooss » de la N25 dans la commune de Kiischpelt, conformément à la demande et aux plans soumis.
2. L'abattage se limitera à 2 arbres.
3. Les travaux d'abattage se feront entre le 1^{er} octobre et fin février.
4. Les arbres à abattre seront marqués au préalable du marteau de l'Etat par la préposée de la nature et des forêts (Mme Michèle Siebenaler, tél : 621 202 154) qui sera avertie avant le commencement des travaux d'abattage.
5. Les arbres seront remplacés dans la cour de l'école fondamentale sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Kiischpelt, section WD de Wilwerwiltz, sous le numéro 208/8978 au lieu-dit « A Millefeld », par 7 arbres fruitiers en espalier pour le 15 avril 2026 au plus tard et suivant les instructions de la préposée de la nature et des forêts.
6. En cas de reprise moindre des plantations, un regarnissage annuel sera effectué par vos soins.
7. Le système racinaire des arbres restant en place ne sera pas endommagé et, le cas échéant, ces arbres seront protégés selon les règles de l'art.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit à l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Vous pouvez également introduire une **réclamation auprès du Médiateur— Ombudsman**. Veillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments distingués.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Wilmes', with a large, sweeping flourish extending to the right.

Serge Wilmes
Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Copie pour information :
- Arrondissement NORD